

L'affaire McKinsey ou la face cachée du macronisme

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 23 mars 2022

Source [Boulevard Voltaire] : Quarante auditions, 47 personnes entendues sous serment, 7.300 documents recueillis et analysés : le Sénat a sérieusement [mené l'enquête sur l'usage des cabinets de consultants par le pouvoir macronien](#). Et il n'est pas reparti bredouille. Plus d'un milliard d'euros ont pris le chemin des caisses des grands cabinets, dont 894 millions d'euros exactement commandés par différents ministères et 172 millions « minimum » pour ceux que le Sénat appelle les « opérateurs », soit Pôle emploi, la Caisse des dépôts et consignations, etc.

Mais la commission n'a contrôlé les emplettes que de 10 % de ces opérateurs. Autant dire qu'il reste sans doute du grain à moudre. On a hâte de savoir à quel point les contribuables français qui se saignent dans un des pays les plus imposés au monde ont rempli les caisses de Bain, Boston Consulting Group, Capgemini et autres PwC ou Roland Berger. Les trois principaux bénéficiaires des libéralités de ceux qui nous gouvernent sont connus : ce sont McKinsey, mobilisé pour la campagne vaccinale et dont le président s'est senti autorisé à mentir sous serment aux élus (photo), le logisticien Citwell et l'artisan du passe sanitaire Accenture.

Certains, parmi ces bons apôtres et ces conseillers avisés, gros employeurs en France, ne sont pas plus patriotes que leur commanditaire Macron : ils se sont empressés d'envoyer l'argent gagné sur le dos de l'État français vers les paradis fiscaux qui abritent leurs sièges sociaux. [Les migrants font de même](#) et expédient hors de France des milliards dans leurs pays d'origine. Dans les deux cas, la France trinque et les Français paient.

L'État fait appel depuis longtemps à des [cabinets de conseil](#), mais Macron, lui, a cessé de regarder à la dépense. Ces frais étaient cantonnés sous la barre des 380 millions d'euros en 2018, selon le Sénat. Ils progressent régulièrement depuis : « *Le conseil en stratégie et organisation a été multiplié par 3,7 depuis 2018 ; le conseil en stratégie des systèmes d'information par 5,8* », écrivent les rapporteurs. C'est simple, les cabinets de consultants ont été mobilisés sur tous les grands dossiers du quinquennat. Ils jouent les pompiers de service, à grands frais, dès que les dossiers macroniens commencent à sentir le roussi. Et cela arrive souvent, apparemment. Le rapport multiplie les exemples. Le rattrapage du fiasco de l'envoi des professions de foi et de la propagande électorale lors des élections locale de 2021 a coûté 290.000 euros facturés par le cabinet Sémaphores. La gestion des radars routiers par Sopra Steria et EGIS coûtera 82 millions d'euros entre 2017 et 2026. Le conducteur flashé à quelques kilomètres/heure de trop saura où part son argent.

Le Président et son gouvernement traitent le dossier comme ils ont l'habitude de le faire : par le mépris. Ils ne feront rien ou bien peu, expliquent-ils. Comment expliquer dans un style sénatorial que Macron se moque du monde ? La commission écrit : « *Publiée pendant les travaux du Sénat, la circulaire du Premier ministre du 19 janvier 2022 sur l'encadrement des prestations de conseil est à la fois tardive et incomplète : l'objectif de réduction des dépenses (-15 % pour le conseil en stratégie et en organisation en 2022) est peu ambitieux, alors que la transparence des prestations demeure la grande oubliée.* ». En clair, circulez !

Le Sénat propose aimablement quelques conseils de bon sens et de transparence aux petits marquis qui nous gouvernent. Chacune révèle en creux un mode de gouvernement opaque, autoritaire, indifférent aux fonctionnaires et aux Français. Du Macron emblématique. Exemples : « *Publier chaque année, en données ouvertes, la liste des prestations de conseil de l'État et de ses opérateurs.* » La moindre des choses. Ce n'était donc pas le cas jusqu'ici. Ou encore : « *Évaluer systématiquement les prestations de conseil et appliquer des pénalités lorsque les cabinets ne donnent pas satisfaction.* » Un comble ! Ou encore : « *Prévoir la destruction systématique des données confiées aux cabinets de conseil à l'issue de leur mission, sous le contrôle de la CNIL.* » Macron et ses équipes n'y avaient pas pensé.

Si la France était riche et bien portante, sous la houlette de Macron, peut-être trouverait-on, en cherchant bien, quelques excuses à cette débauche d'argent public. Mais voilà, Emmanuel Macron est l'homme qui a le plus endetté le pays, devant Sarkozy et devant Hollande. Il est le Président qui aura le plus généreusement ouvert les vannes de l'immigration, devant Hollande et Sarkozy, avec les coûts de tous ordres que cela entraîne. Il est aussi le Président d'une des administrations les plus nombreuses au monde qu'il a lui-même accrue. [L'iFRAP s'est livré à l'analyse en détail des libéralités](#) extraordinaires du Président soi-disant gestionnaire.

Retrouver l'intégralité de l'article en cliquant ici :

<https://www.bvoltaire.fr/laffaire-mckinsey-ou-la-face-cachee-du-macronisme/>

23/03/2022 07:15